L’Université Paris 8 occupée par des migrants dénonce l’intransigeance de leur collectif

09/02/2018 à 9h50

La présidence de l’université Paris 8 demande au collectif des 30 migrants installés depuis le 30 janvier dans l’un de ses bâtiments d’accepter qu’ils soient déplacés dans un autre bâtiment pour ne pas pénaliser la scolarité des étudiants mais aussi parce que les installations y sont “vétustes”.

L’Université Paris 8 (Vincennes-Saint-Denis) a appelé mercredi au « dialogue » le collectif de soutien des migrants qui occupent, avec son accord, l’un de ses bâtiments, afin de ne pas pénaliser la scolarité de ses étudiants.

Dans un communiqué, la présidence de l’université affirme avoir rencontré cinq fois les migrants et leur collectif depuis le début de l’occupation fin janvier et déplore leur refus d’être déplacés dans un autre bâtiment pour libérer les 700 m^2 qu’ils occupent actuellement.

Et ce au détriment des étudiants, « souvent fragiles, qui ne peuvent se permettre de perdre leur semestre » ou « leur chance de réussite à des concours ».

« **Si nous nous efforçons de répondre systématiquement aux demandes formulées, force est de constater que la réciproque n’existe pas** », déclare la présidence, qui regrette « l’impasse » dans laquelle elle se trouve, bien qu’ayant soutenu « par humanité » la démarche du collectif.

« **Nous en appelons à la raison** »

Une trentaine de migrants, en majorité des hommes originaires d'Érythrée, d'Éthiopie et de Guinée, occupent depuis le 30 janvier un bâtiment de cette université située au nord de Paris pour réclamer « **la fin immédiate du règlement de Dublin** », un dispositif qui prévoit le renvoi des migrants vers le pays dans lequel ils se sont enregistrés en entrant dans l'Union européenne. Des infrastructures (dortoirs, cuisines, salle à manger…) ont été mises à leur disposition tout comme un accès aux douches et à l'électricité.

Selon la direction, les installations sont toutefois « vétustes (…) et ne peuvent satisfaire aux exigences de la vie commune de plusieurs dizaines de personnes, en termes de chauffage, de cuisine… ».

« **Le collectif met en danger les personnes qu'il souhaite protéger et refuse de comprendre que nous ne pouvons matériellement pas répondre à ses besoins** », ajoute la présidence.

Enfin, elle met en garde contre le danger de faire croire aux migrants qu'elle pourrait obtenir une régularisation auprès de la préfecture « **hors du cadre de la loi** ». « **Nous en appelons à la raison à notre tour. Tout le monde sait qu'il n'est pas dans les pouvoirs d'une présidence d'université d'obtenir des titres de séjour** », écrit l'établissement.

Ouest-France

> *"1ère 2ème 3ème génération nous sommes tou.te.s des enfants d'immigré.e.s"*
>
> *Soutien aux exilé.e.s qui occupent Paris 8 poke @edouard_louis pic.twitter.com/yTyY5xV8sW*

— *Madjid Messaoudene (@MadjidFalastine) February 8, 2018*